

Et pourtant, le chef de l'Opposition voyage d'un bout à l'autre de ce pays et prendra bientôt de nouveau la parole devant cette Chambre, pour proclamer que l'Accord de libre-échange n'est autre que la Loi sur la vente du Canada. Quant au chef du Nouveau Parti démocratique, il répète que la souveraineté même du Canada est en péril.

Le débat sur le libre-échange avec les États-Unis ne consiste pas à savoir qui est un bon Canadien et qui ne l'est pas. Il n'est pas question de savoir si nous vendons ou non notre pays, ou si nous mettons en péril la souveraineté même du Canada. Il s'agit purement et simplement d'établir des règles de commerce entre nos deux pays.

Le Premier ministre Bourassa disait, et je cite:

"M. Broadbent devrait savoir que la souveraineté du Canada n'est pas en jeu... Comment peut-on affirmer sérieusement que la souveraineté du Canada est en jeu alors que nous voulons simplement protéger les marchés canadiens aux États-Unis?"

M. Gérald Regan, ancien Ministre du Commerce extérieur sous M. Trudeau et ancien Premier ministre de la Nouvelle-Écosse, déclarait pour sa part, ce qui suit:

"À mon avis, la meilleure façon de protéger notre souveraineté et notre culture est de bâtir une économie forte; la libéralisation des échanges avec le marché du monde le plus important est pour le Canada l'occasion de consolider son économie. Les autres pays paieraient cher pour nous émitter dans cette voie."

Qu'en pensent les milieux d'affaires, les exportateurs, les entreprises des secteurs primaires, secondaires et tertiaires, qui sont la base même de la richesse et de l'emploi au Canada? Que pensent-ils de l'Accord de libre-échange?

- la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante appuie le libre-échange, tout comme
- le Conseil du patronat du Québec,
- l'Association des consommateurs du Canada,
- le Conseil canadien pour la coopération internationale
- l'Association canadienne d'exportation... en saurait-elle davantage que l'Opposition sur les exportations?